

Textes officiels

Recommandations galéniques et prévention du détournement des médicaments

Il est créé auprès du directeur général de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé un groupe de travail intitulé « Recommandations galéniques et prévention du détournement des médicaments ». Ce groupe est chargé d'élaborer des recommandations galéniques visant à limiter le risque de détournement des médicaments identifiés comme « sensibles » et d'évaluer le rapport bénéfice/risque sur le plan galénique de ces médicaments en développement ou déjà commercialisés.

Décision du 27 novembre 2007, JO du 13 décembre 2007.

Articles

Les comptes nationaux de la santé en 2006

En 2006, le montant global des dépenses de santé représentait en France 11,1 % du produit intérieur brut (PIB), situant le pays en troisième position des pays membres de l'OCDE. Chaque Français a dépensé en moyenne 3 3138 euros pour sa santé en 2006 (soit 100 euros de plus qu'en 2005). La consommation de soins et de biens médicaux (CSBM) marque un ralentissement, dû notamment à la baisse sensible des prix des médicaments (-3,7 %), qui accompagne la progression des génériques (les ventes de génériques ont progressé 12 fois plus vite que celles de l'ensemble des ventes pharmaceutiques). Les évolutions en volume connaissent également un léger ralentissement (imputable pour l'essentiel aux soins hospitaliers). Pour la première fois depuis 1998, les dépenses de santé en valeur augmentent moins vite que le PIB (+ 3,5 % versus + 4,3 %). À noter que les Français sont peu conscients du niveau atteint par les dépenses de santé, celles-ci étant en grande partie remboursées...

La revue de l'encadrement et de la formation des cadres de santé, Soins, cadres de santé, supplément au n° 64, décembre 2007.

Connaissances, attitudes et comportements vis-à-vis des risques liés à l'exposition aux ultraviolets, France, 2004

L'exposition intense au rayonnement ultraviolet (UV) est à l'origine de pathologies dermatologiques et oculaires parmi lesquelles les cancers cutanés, la cataracte et la dégénérescence maculaire liée à l'âge (DMLA). En 2004, l'Inpes a réalisé une enquête auprès des Français sur leurs comportements et sur leurs connaissances des risques liés à l'exposition des UV, avant d'organiser et d'adapter une campagne de prévention sur les risques encourus. Cette enquête menée auprès de 1 002 personnes âgées de 15 ans et plus, a été basée sur la méthode des quotas pour les variables sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle (CSP) et sur une stratification par région et catégorie d'agglomération : les Français sont 55 % à aimer à être bronzés, 19 % s'exposent souvent au soleil et 17 % utilisent des produits pour accélérer le bronzage. Plus les individus sont jeunes, plus l'appétence à s'exposer au soleil est sensible. Sur la connaissance des risques liés aux UV pour la santé, 91 % des personnes interrogées déclarent identifier les cancers cutanés et à peine 6 % les risques oculaires sur le long terme.

InVS, Bulletin épidémiologique hebdomadaire, n° 50, 18 décembre 2007.

Études et résultats

L'activité des établissements de santé dans les départements d'outre-mer en 2005

En 2005, la population de la Réunion, de Guyane, de Guadeloupe et de Martinique représente près de 3 % de la population française, soit 1,8 million de personnes. La population de ces quatre départements est plus jeune que celle de métropole. Il existe cependant des spécificités démographiques entre ces départements, qui marquent fortement l'activité sanitaire dans les DOM. L'essentiel de l'activité hospitalière des DOM relève du court séjour en médecine, chirurgie et obstétrique (MCO). Cette dernière discipline a une activité plus développée dans les DOM qu'en métropole du fait du dynamisme démographique, en particulier en Guyane. L'activité en chirurgie est moins importante qu'en métropole, aussi bien en hospitalisation complète que partielle. La prise en charge de la santé mentale est essentiellement assurée par l'hôpital public et est plus soutenue à la Réunion qu'aux Antilles. Enfin, l'offre de soins de suite et de réadaptation est très variable d'un DOM à l'autre. Les équipements en soins de longue durée sont peu nombreux et saturés et la réforme sur la prise en charge des personnes âgées dépendantes n'a été mise en œuvre qu'en Martinique.

Drees, Études et résultats, n° 614, décembre 2007.

Dossier

La protection de l'enfance

Dans son supplément au numéro du 14 décembre 2007, la revue *Actualités sociales hebdomadaires* a fait appel à Jean-Marc Lhuillier, professeur à l'École des hautes études en santé publiques, pour réaliser un dossier concernant la protection de l'enfance et les dispositifs adaptés aux besoins des enfants et de leurs familles réalisés depuis une soixantaine d'années. Le dossier aborde successivement la genèse de la loi du 5 mars 2007, les outils de prévention et de répression, les procédures d'information et de signalement, le droit des usagers et le renforcement du rôle du département, les admissions au service de l'aide sociale à l'enfance, les modes d'accueil et de suivi des enfants admis (dont l'accueil des mineurs victimes à l'hôpital). Un dernier chapitre sur les droits et la prise en charge des mineurs étrangers isolés donne un éclairage sur les procédures administratives et judiciaires les concernant.

Actualités sociales hebdomadaires, supplément au n° 2535 des ASH du 14 décembre 2007.

Rapports

La situation du cancer en France en 2007

L'Institut national du cancer, l'Inca, a rassemblé dans ce document les principales données disponibles en France sur la situation, les avancées et les enjeux dans la lutte contre le cancer. Il s'attache à pointer les grandes tendances et évolutions survenues depuis 2000 dans l'approche de la lutte contre le cancer et dans les résultats obtenus. L'impact du Plan Cancer 2003-2007 est déjà visible dans plusieurs domaines (lutte contre le tabagisme, dépistage du cancer du sein, investissement en faveur de la recherche sur le cancer...). Dans d'autres domaines (qualité des soins) la mise en place de nouveaux outils, l'adoption d'autres manières de travailler commencent à porter leurs fruits... En 2007, pratiquement tous les cancers sont susceptibles de bénéficier d'un traitement et de nombreuses données préliminaires sur certains cancers laissent penser que nous vivons une phase d'accélération du taux de guérison de plusieurs cancers, notamment grâce à l'impact de certaines avancées thérapeutiques. Successivement dans ce rapport sont abordés les chiffres du cancer, la prévention, le repérage, le dépistage et le diagnostic précoce, les soins, la recherche, le cancer et la société. Par ailleurs, de nombreux graphiques, tableaux et cartes illustrent les données permettant de suivre l'évolution du cancer en France ces dernières années.

Institut national du cancer, synthèses et rapports, juillet 2007, 154 pages.

Analyse économique des coûts du cancer en France : impact sur la qualité de vie, prévention, dépistage, soins, recherche

Le présent rapport poursuit deux objectifs immédiats : contribuer à la description des coûts du cancer en France (préalable à la formulation de questions sur l'efficacité et l'efficacités économique des mesures de lutte contre le cancer) et identifier des pistes de recherche en économie pour renforcer notre capacité à lutter contre la maladie. Ce rapport apporte une perspective résolument économique plutôt que comptable, car il ne s'agit pas d'évaluer uniquement la part du cancer dans les dépenses de l'Assurance maladie ou dans les comptes nationaux de la santé, mais d'essayer d'évaluer les dépenses par rapport à leur impact sur le bien-être des patients ou de leurs proches. Dans ses trois premiers chapitres, ce rapport décrit les conséquences du cancer sur la vie des personnes, évalue le coût des soins pour l'Assurance Maladie et mesure les pertes pour le secteur productif qu'entraîne la maladie sur l'offre de travail. Dans les trois chapitres suivants, il s'intéresse aux investissements et aux coûts des politiques de prévention, de dépistage et de recherche. Le septième et dernier chapitre porte plus particulièrement sur l'impact financier et économique du Plan Cancer 2003-2007 et les conséquences que l'on peut en tirer pour mener une lutte contre le cancer dans l'avenir.

Institut national du cancer, études et perspectives, sous la direction de Franck Almaric, mars 2007, 146 pages.

Guide

Douleur et cancer : prévenir et soulager la douleur tout au long de la maladie

Ce guide tente de répondre aux questions que peuvent se poser des malades atteints d'un cancer et de ceux qui les entourent pour améliorer la connaissance des causes des douleurs ressenties, les évaluer, les limiter et les soulager. Il a également pour fonction d'aider les patients et leurs proches à mieux communiquer avec les médecins et les équipes soignantes. Des fiches d'informations complètent ce guide en proposant des outils pour aider à une meilleure maîtrise de la douleur aussi bien chez l'adulte que chez l'enfant.

FNCLCC, SOR Savoir Patient, Guide d'information pour les personnes malades et leurs proches, juin 2007, 146 pages.

Les guides SOR Savoir Patient sont disponibles sur le site : www.fnclcc.fr et sur www.ligue-cancer.asso.fr

Ouvrage

Innovation santé 2015 : plaidoyer pour les sciences du vivant

Face aux avancées considérables de la recherche et de la technologie de ces dernières années, la médecine vit une véritable révolution. Issu d'une collaboration entre les organismes de recherche publique et les entreprises du médicament, réunis au sein du *Leem Recherche*, cet ouvrage souhaite attirer l'attention sur l'état des lieux de la situation de la recherche en France et proposer un plan d'action pour l'améliorer : développer les sciences du vivant, prendre en compte les enjeux médicaux majeurs (notamment dans l'amélioration de la prise en charge des pathologies les plus répandues), accélérer le passage du progrès scientifique au progrès thérapeutique, dynamiser les formations, favoriser la recherche pluridisciplinaire, développer la recherche clinique, faciliter les partenariats en simplifiant les procédures administratives...

Leem recherche, novembre 2007, 170 pages.

Brèves européennes

Qualité de l'air ambiant : normes pour les particules PM 2,5 pour lutter contre les maladies respiratoires

Le 11 décembre 2007, le Parlement européen a approuvé, en deuxième lecture, la future directive sur la qualité de l'air ambiant. Le texte prévoit de réduire la quantité de particules fines, les PM 2,5 et d'autres gaz dans l'air ambiant (qui n'étaient pas réglementés) en intro-

duisant de nouvelles normes les concernant. En effet, ces particules sont suspectées d'être à l'origine de la recrudescence de maladies respiratoires telles que l'asthme, la bronchite et l'emphysème. D'autres dispositions sont prévues comme des efforts à réaliser en direction des populations les plus sensibles à l'air ambiant, notamment les enfants. Au terme de la directive, les États membres devront installer des points de prélèvement pour mesurer la présence de gaz polluants dans l'air ambiant dans les zones urbaines et les agglomérations (au-delà de 250 000 habitants). Par ailleurs, le Parlement a également obtenu l'ajout d'un nouveau considérant pour réduire les émissions à la source : émissions industrielles, émissions de gaz d'échappement des moteurs de véhicules lourds...

Les États membres disposeront de deux années après l'entrée en vigueur de la directive pour la transposer au droit national.

www.europarl.europa.eu/news/expert/infopress_page/

064-14646-344-12-50-911-20071210IPR14640-10-12-2007-2007-false/default_fr.htm

12 décembre 2007 : 2010 sera l'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

L'Union européenne compte actuellement 78 millions de personnes menacées de pauvreté (soit 16 % de sa population, dont 19 % des enfants. Un Européen sur dix vit au sein d'un ménage où personne ne travaille). Face à ce problème de grande ampleur, la Commission européenne a décidé de proclamer 2010, « l'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ». En dotant cette initiative d'un budget de 17 millions d'euros, la Commission européenne poursuit quatre objectifs : reconnaître le droit des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale à vivre dans la dignité et à prendre une part active à la société ; accroître l'adhésion du public aux politiques d'inclusion sociale, en soulignant la responsabilité de chacun dans la lutte contre la pauvreté et la marginalisation ; promouvoir une plus grande cohésion dans la société et faire en sorte que nul ne doute des avantages que comporte, pour tous les citoyens, une société sans pauvreté ; encourager l'engagement de l'ensemble des parties prenantes car toute avancée véritable nécessite des efforts durables à tous les niveaux de gouvernance.

À rappeler : en 2007, l'Union européenne a célébré l'égalité des chances pour tous, l'année 2008, sera l'Année européenne du dialogue interculturel.

Proposition de décision du parlement européen et du Conseil relative à l'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (2010), 33 pages.

www.touteurope.fr/fr/actualite-europeenne/breves.html

Revue de presse réalisée par Antoinette Desportes-Davonneau et mise en pages par Philippe Ferrero.



téléphone
télécopie
internet

Haut Conseil de la santé publique
14 avenue Duquesne 75350 Paris 07 SP
01 40 56 79 80
01 40 56 79 49
www.hcsp.fr